

Lutte de classe

La question tibétaine et le régime chinois

Pour traiter cette question qui divise une nouvelle fois le mouvement ouvrier, et afin qu'il n'y ait pas le moindre malentendu sur mes intentions du fait que mon analyse s'étend bien au-delà de l'actualité, je reproduis intégralement l'article signé François Forgue figurant dans le n°838 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du PT, y compris les titres et sous-titres, et un document annexe intitulé *Repères*. Mes commentaires et analyses figurent en bleu.

Tribune libre

(en réalité un article d'un dirigeant du PT, courant CCI)

CHINE. MANIFESTATIONS À LHASSA DEPUIS PLUS D'UNE SEMAINE

(alors que cet article paraît le 27 mars, les manifestations ont commencé depuis 17 jours, le 10 mars, donc depuis plus longtemps.)

Quelques questions à propos du Tibet

La grande presse internationale a brusquement braqué ces derniers jours tous ses regards sur les manifestations qui ont secoué la capitale de la province chinoise autonome du Tibet (1). Pourquoi ? Que se passe-t-il en réalité ?

Les autorités chinoises filtrent les informations à leur gré et les proclamations des organisations d'exilés tibétains, en Inde et ailleurs, ne sont pas vérifiables. Une chose est certaine : la répression a fait de nombreuses victimes (20 morts d'après les autorités chinoises, 130 d'après les organisations d'exilés tibétains).

Informations du côté chinois, certes assorties de réserves, proclamations du côté tibétain, terme employé ici dans un sens péjoratif puisqu'elles reposent sur des faits qui « *ne sont pas vérifiables* ». L'avantage ressort logiquement aux informations fournies par les autorités chinoises, ce que la suite de cet article va confirmer, puisque ne sera repris que ces informations tronquées et déformées, celles fournies par les organisations tibétaines passant à la trappe, à croire que pour le PT les organisations tibétaines n'ont aucune légitimité. Même sur le plan purement journalistique, le PT fait pire que la presse bourgeoise, simple constatation.

Ce qui est également établi, c'est que le signal des manifestations au Tibet même est parti des groupes d'exilés en Inde qui ont célébré le 49e anniversaire des événements de 1959, qui conduisirent à l'exil du dalaï-lama.

Le PT affirme sans preuve. Les Tibétains n'avaient pas besoin du « *signal* » du dalaï-lama pour démarrer ces manifestations, elles étaient déjà dans l'air depuis l'annonce des JO de Pékin, comme le prouve l'article du *Monde* qui relate les événements survenus au Tibet du 10 au 24 mars 2008.

« Au Tibet, le 10 mars est toujours une date sensible : c'est l'anniversaire du soulèvement de Lhassa en 1959. Il est 6 heures du matin, les moines sortent du grand monastère de Drepung, situé à 8 km à l'ouest de Lhassa et ils prennent le chemin du centre-ville. Aucun slogan politique n'est proféré. Ils n'exigent qu'une seule chose : la libération de ceux des leurs qui ont été emprisonnés en octobre 2007. Ils ne tardent pas à buter sur un barrage de forces de l'ordre. Face à la haie de boucliers, les religieux s'assoient sur le macadam. Le sit-in dure quelques heures avant que l'assemblée ne se disperse. A ce stade, la police est prudente. Elle a apparemment reçu des

consignes de retenue. Au crépuscule, un nouvel attroupement se forme. Au centre-ville, cette fois-ci. Des moines et des étudiants se retrouvent au coeur de la place Barkhor. Ils se déploient en cercle, main dans la main. Policiers en uniforme ou en civil sont présents en masse. Six ou sept manifestants sont embarqués. Le fond de l'air est lourd à Lhasa.

Le lendemain, mardi 11 mars, des moines de Drepung sortent à nouveau sur la chaussée, galvanisés par les arrestations de la veille. Ils sont aussitôt suivis par d'autres religieux du monastère de Sera, situé à 4 km au nord de la vieille ville. Ces derniers brandissent des drapeaux tibétains. Des incidents éclatent en fin de matinée quand la police chinoise, appuyée par des forces paramilitaires de la police armée du peuple (PAP), décide de disperser les manifestants manu militari. Des grenades lacrymogènes sont tirées, les moines sont frappés à coups de matraque.

Mercredi 12 mars, la tension monte encore d'un cran. Les rumeurs de tentatives de suicide de deux moines de Drepung, qui se seraient tranchés le poignet, enflamment les esprits. D'autres moines de Sera auraient entamé une grève de la faim. Dans ce même monastère de Sera, des moines sont battus par la police, rapporte un témoin à la BBC.

Un touriste européen, familier de la Chine et qui était alors en vacances à Lhasa, rapporte qu'à partir de ce moment le quartier tibétain est quadrillé par la police. *"Tous les 10 à 15 mètres, en travers du circuit de pèlerinage autour du temple du Jokhang, dans la rue, une table avait été installée avec quatre chaises et des policiers"*, raconte-t-il au Monde.

Le vendredi 14 mars, la mécanique infernale est en place. Après les monastères de Drepung et de Sera, c'est le temple de Ramoche qui entre en action. En fin de matinée, à l'issue de la prière, une marche de moines s'esquisse mais la police la bloque aussitôt. Les religieux s'assoient par terre. Vers 14 heures, le touriste interrogé par *Le Monde* voit des dizaines de camions militaires filer vers le quartier tibétain. *"Les moines ont refusé de bouger, lui explique son guide. La police les a attaqués et les gens ont réagi en mettant le feu à un véhicule militaire."* Les "gens" ont donc "réagi".

La grande nouveauté, c'est que les badauds tibétains se jettent dans la mêlée. Des volées de pierres s'abattent sur les boucliers de la PAP qui cède sous l'assaut. C'est l'émeute. La foule en furie gagne la rue de Pékin, l'artère principale qui traverse Lhasa d'est en ouest, puis se répand dans les allées de la vieille ville.

La colère des Tibétains, laïques et moines confondus, se déchaîne contre tout ce qui symbolise des dizaines d'années de colonisation chinoise. Les émeutiers caillassent des camions de la police, s'en prennent aux bureaux de l'agence de presse Chine nouvelle, aux bâtiments de la sécurité publique, au complexe commercial Baiyi, à une mosquée dont la porte flambe. Ils frappent avec violence des Chinois han croisés en chemin, incendient toutes les échoppes appartenant à des non-Tibétains. Une nappe de fumée noire recouvre Lhasa.

Dans ce chaos général, les rancoeurs longuement accumulées entre Tibétains et migrants han ou hui (musulmans), qui détiennent l'essentiel du commerce à Lhasa, explosent en haine nue. L'émeute prend un caractère ouvertement racial. *"C'était un déversement de violence ethnique de la nature la plus déplaisante qui soit"*, a raconté James Miles, correspondant à Pékin de The Economist et seul journaliste étranger présent à Lhasa ce jour-là.

Le correspondant de l'hebdomadaire allemand Die Zeit, George Blum, débarque, lui, le lendemain. Il découvre l'étendue des dégâts en se promenant dans la vieille ville quasi déserte. Il est frappé *" par l'ampleur des destructions et les traces d'une violence telle qu'elle a choqué certains Tibétains, pourtant très anti-chinois"*. Des jeunes ayant participé aux émeutes crânent devant lui. Ils s'écrient : *"On leur a montré, aux Chinois, ce dont on était capable !..."*

Vendredi et samedi matin, des touristes ont vu des véhicules blindés de transport de troupes équipés de canons sillonner les grandes artères. Ils ont entendu des coups de feu, des rafales de mitraillettes. Mais s'agissait-il de tirs de semonce ? Ou des tirs à vue ? Nul ne sait, les témoignages des étrangers sont auditifs, pas visuels. Certains Tibétains affirment, eux, avoir vu tomber sous leurs yeux des victimes dès vendredi. *"La police a tiré sur la foule à balles réelles"*, rapporte un témoin sur Radio Free Asia.

La répression s'est abattue à partir de samedi midi dans la vieille ville bouclée, fermée, à l'abri de tout regard. Les touristes étrangers ont été pressés de quitter les lieux. On sait que les raids policiers se sont multipliés, que

des coups de filet massifs ont eu lieu. Mais on n'en connaît pas les circonstances précises, ni le nombre des éventuelles victimes. Lhasa est devenue une "boîte noire" où le pire est imaginable, mais pour l'instant rien ne peut être prouvé.

Dans cette folle histoire, un autre mystère, très troublant, méritera un jour d'être expliqué : les forces chinoises, pourtant massivement déployées, auront attendu vingt-quatre heures pour "*nettoyer*" le terrain en employant les grands moyens, laissant les émeutiers piller, brûler et détruire en toute liberté. Étaient-elles débordées ? Avaient-elles reçu des consignes de modération afin d'éviter un bain de sang en images, un "*Tiananmen*" tibétain qui eût été fatal aux JO de Pékin ? Ou était-ce du machiavélisme consistant à laisser le chaos s'installer en ville - fût-ce au prix de vies "*innocentes*" - afin de justifier une répression à guichets fermés ? L'histoire des émeutes de Lhasa reste à écrire.

Mais déjà les regards se portent ailleurs. Il n'y a pas qu'à Lhasa que le Tibet s'est soulevé. La révolte s'est propagée à l'extérieur de la Région autonome, c'est-à-dire hors du Tibet strictement administratif. Dans les régions de peuplement tibétain de l'Amdo et du Kham, rattachées aujourd'hui aux provinces chinoises du Qinghai, du Gansu, du Sichuan et du Yunnan, une trentaine de foyers de protestation ont été répertoriés. L'univers tibétain, malgré son éclatement administratif et géographique, a réagi de manière solidaire. Dès le 15 mars, des centaines de moines du monastère de Labrang, à Xiahe (province du Gansu), organisent une marche demandant le retour du dalaï-lama, et se heurtent aux boucliers de la Police armée du peuple. Très vite, plusieurs localités de l'Amdo et du Kham connaissent à leur tour des troubles.

Il est difficile de déterminer avec certitude si des manifestants ont été tués par les forces de l'ordre lors de ces mouvements, et combien. Mais dans la préfecture tibétaine autonome d'Aba, dans le nord-ouest de la province du Sichuan, le 16 mars, la protestation dégénère : comme à Lhasa, des commerces chinois, des véhicules ainsi qu'un commissariat sont incendiés. Il n'est fait état d'aucune victime chinoise. Les moines du monastère de Kirti parviennent à récupérer les corps de près de 15 Tibétains tués par balles. Les photos de huit de ces cadavres ne tardent pas à circuler à l'étranger. Il s'agit quasiment des seuls clichés de la répression chinoise.

D'autres incidents graves éclatent le 24 mars à Luhuo (Drango en tibétain), dans la préfecture autonome de Ganzi dans le Sichuan. *Le Monde* a obtenu le témoignage d'un Tibétain originaire de la région. "*Ce sont les nonnes qui sont descendues les premières dans la rue, le 24 mars vers 16 heures, raconte-t-il. Leur monastère, Ngyoe-go, est à une dizaine de kilomètres de la principale ville du district. Elles ont défilé en demandant le retour du dalaï-lama. La police armée les a bloquées et les a fait monter dans des camions pour les ramener au monastère. Les moines du monastère de Chokri, plus près, sont descendus à leur tour vers la ville. Ils ont été suivis par de nombreux villageois. Les policiers ont voulu leur interdire l'accès aux bâtiments officiels. Les gens chantaient, demandaient la liberté pour le Tibet et le retour du dalaï-lama. Puis des heurts auraient eu lieu. Des cailloux ont été lancés vers les policiers. Après, les Chinois ont dit qu'un policier avait été tué par une pierre, mais personne ne l'a vu. La police a tiré. Un jeune moine est mort. Un villageois aurait aussi été tué mais, là, ce n'est pas clair. Le soir même, les forces de police sont montées au monastère des nonnes, les ont fait mettre à genoux et les ont toutes arrêtées, sauf les plus âgées.*"

Ces incidents de Luhuo surviennent dans un climat déjà très lourd. Comme partout ailleurs dans les zones tibétaines, les nerfs y sont à vif depuis des mois. La perspective des Jeux olympiques a conduit les autorités à durcir leur contrôle. Dans les marches des régions tibétaines du Sichuan, l'envoyé spécial du *Monde* a pu constater combien la population était attachée au dalaï-lama. Et combien était profond le désarroi de le voir "*errer si loin de son territoire*" à un âge de plus en plus avancé. Bien avant le soulèvement de mars, les appels à un retour du dalaï-lama, émanant de moines ou de nomades, avaient nourri une tension récurrente.

Lors de la campagne d'"*éducation patriotique*" lancée en septembre 2007 dans toute la préfecture tibétaine de Ganzi, au Sichuan, les policiers et les officiels étaient passés de monastère en monastère pour obliger les moines à dénoncer le dalaï-lama. Afin de s'y dérober, à Batang, raconte un témoin, les moines sont tous partis "*en vacances*", ne laissant sur place que le responsable du "*comité de direction démocratique*" qui, dans chaque monastère, est censé être aux ordres du parti. A leur arrivée, ce moine leur a montré le monastère vide et leur a déclaré : "*Pourquoi n'essayez-vous pas de faire manger du porc à des hui (musulmans chinois) ? Si vous y parvenez, alors nous renoncerons au dalaï-lama.*" La colère couvait. Il a suffi de l'étincelle de Lhasa pour embraser les esprits. »

Sylvie Kauffmann, Brice Pedroletti et Bruno Philip (avec Frédéric Bobin)

Article paru dans l'édition du 04.04.08.

On pense automatiquement à l'Intifada du peuple palestinien.

Nous ne sommes pas en France, les moines font office d'intellectuels, ils remplacent notre petite bourgeoisie dont une partie peut se radicaliser et se révolter contre l'ordre établi pour obtenir plus de démocratie. C'est étrange, alors que le PT n'a que ce mot-là la bouche, la démocratie, il n'est pas employé dans cet article, à croire qu'il ne faille pas y penser pour ne pas trop se poser de questions lorsqu'il s'agit d'aborder la situation en Chine. Le Tibet est occupé militairement depuis 59 ans. Avant l'invasion chinoise, le Tibet présentait toutes les caractéristiques d'un Etat indépendant et souverain avec sa propre armée et battant monnaie entre autres. Son régime social et politique, avant et après 1949, est un autre volet de la question tibétaine que l'on doit mettre en perspective, au lieu de prendre pour référence les positions du dalaï-lama qui ne sont pas forcément un gage de progrès pour le futur du peuple tibétain. A défaut de développer une perspective révolutionnaire dans le sens où l'entendent les théoriciens bornés, il est possible de défendre conjointement les intérêts des peuples tibétains et chinois à la fois contre l'impérialisme et contre la caste bureaucratique installée à Pékin. J'y viendrai à la fin.

Les manifestations furent d'abord le fait de moines bouddhistes tibétains quittant leurs monastères en cortège.

Pourquoi ne pas préciser que la population tibétaine dont une majorité de jeunes se sont rapidement mêlés aux moines, parce que ce sont des moines ? Derrière qui marchaient les ouvriers russes dans les rues de Saint-Petersbourg en février 1905 ? Derrière un pape !

La dispersion de ces rassemblements a été suivie de manifestations dont l'hebdomadaire britannique *The Economist* (22 mars), qui était le seul à avoir un correspondant sur place, souligne qu'« *elles se sont accompagnées de violences raciales contre les commerçants chinois et qu'elles se sont accompagnées de violences à caractère religieux contre les musulmans chinois* ».

Pourquoi ne pas préciser que des manifestations ont succédé à ces rassemblements parce qu'ils avaient été réprimés bien qu'ils aient été pacifiques ? Il y avait d'autres étrangers présents à Lhasa le 14 mars, et je pense que leurs témoignages valent bien celui d'un journaliste aux ordres de la bourgeoisie, sans parler de la présence d'au moins un correspondant du *Monde* dans la région du Sichuan où eurent également lieu des émeutes.

Bizarrement, le PT n'a retenu que les faits (peut-être tronqués) relatés par ce journaliste britannique qui correspondent à celles que les autorités passent en boucle sur les médias chinois, autorité chinoise qui n'ont évidemment aucun intérêt à déformer la réalité, c'est sous-entendu et il faudrait le prendre comme tel. Nous prenons note que c'est la version officielle que retient complaisamment le PT et qui servira à son auteur comme référence dans la suite de son argumentation.

Le journaliste britannique ajoute que « *les Chinois de Lhasa étaient stupéfaits et furieux devant la réaction lente des forces de l'ordre* », et, à partir du moment où celles-ci sont entrées en action, ce sont « *les Tibétains qui étaient en proie à la crainte d'une vague d'arrestations indiscriminées et arbitraires* ».

Les dirigeants chinois sont passés maître en terme de provocation et de terreur, et la presse britannique est passée maître pour s'en faire aimablement l'écho.

A en croire ce journaliste dont le PT rapporte les propos sans émettre la moindre réserve, les Tibétains, le peuple tibétain auraient vécu ces violences de l'extérieur comme s'ils n'étaient pas concernés, ce qui veut dire qu'il n'y a pas vraiment participé, pire il en serait la victime, par conséquent, il est entendu que c'était un coup monté de l'étranger, par le dalaï-lama par exemple et la boucle est bouclée. Pékin peut se flatter d'avoir trouvé pour l'occasion un nouvel allié à son régime honni des masses chinoises et tibétaines.

Après le Kosovo...

Est-ce un hasard si, au lendemain de la proclamation de l'indépendance du Kosovo, toute la presse internationale s'est mise à faire grand bruit autour des événements au Tibet ? Ce qui se passe aujourd'hui dans

cette région chinoise autonome et dans les provinces avoisinantes où résident des minorités tibétaines importantes n'est-il pas utilisé pour préparer l'éclatement de la Chine ?

On a du mal à penser que le rédacteur de cet article ignorait la date du 10 mars 1959 qui pourtant marqua la fuite en exil du dalaï-lama en Inde et dont toute la presse s'est à nouveau fait l'écho suite aux derniers événements. Il l'ignore volontairement pour comparer deux situations totalement différentes, afin finalement de se livrer à un amalgame entre le Kosovo et le Tibet.

Amalgame nécessaire pour présenter ensuite les Tibétains comme une « *minorité* », faisant fi de la politique de colonisation du Tibet par des millions de chinois d'origine han, au point que les Tibétains sont devenus minoritaires dans leur propre pays, et c'est occulter au passage l'assimilation forcée du peuple tibétain dont la langue et la culture furent étouffées sinon interdites.

Le droit des peuples à l'autodétermination ne concernerait-il pas le peuple tibétain ?

On est en droit de se poser cette question au regard de son histoire deux fois millénaires et des preuves irréfutables qui prouvent que le Tibet était déjà un Etat souverain dès le VIIe siècle de l'ère vulgaire, (ap. J.C) sous le règne de Songtsen Gampo.

Ce pays a toujours possédé sa propre histoire et sa propre culture, au moins depuis le VIIe siècle, et que jamais personne n'avaient remises en question de façon irréversible jusqu'à l'invasion chinoise de 1949. Pour le meilleur diront certains, pas si sûr, nous y viendrons plus loin, disons que vivre aussi mal que possible dans un pays sous une chape de plomb, sans aucune liberté d'expression, sans aucun moyen organisé pour résister, c'est pire que tout, la dictature. Je préfère laisser le soin à d'autres de trouver des avantages déterminants à ce genre de régime.

Quand on m'apportera la preuve que l'on peut faire une révolution politique dans un pays soumis à une répression féroce pendant des décennies et qui liquide au fur et à mesure tous les opposants au régime afin de leur interdire de se regrouper, je changerai de position, pas avant. Il en va de même du fascisme. Ce n'est pas le peuple chilien qui a balayé Pinochet, mais la lutte de classe du prolétariat international qui n'a jamais abandonné le combat pour la démocratie et qui l'a imposée à la bourgeoisie chilienne. Comme vous le savez, je ne suis pas un partisan acharné de la démocratie, mais je sais qu'un minimum de démocratie politique est nécessaire pour que le prolétariat mène son combat.

Je peux me tromper, mais j'ai tendance à penser qu'un régime qui bâillonne les libertés doit disparaître le plus rapidement possible quel que soit la nature sociale de l'Etat, et s'il est remplacé par un régime démocratique bourgeois, nous n'en sommes pas comptables puisque dans tous les cas jusqu'à présent, cette étape s'est avérée nécessaire avant que le prolétariat ne reparte à l'assaut du pouvoir. Ce n'est pas notre objectif, mais c'est inévitable compte tenu du niveau de conscience politique des masses et de leur niveau d'organisation que je ne place par forcément sur le même plan. Une révolution sociale n'ira pas bien loin sans un parti révolutionnaire, une révolution politique sans libertés d'expression est condamnée à périr dans l'oeuf. Je sais que l'on nous a fait croire le contraire, raison de plus pour affirmer que c'était une grossière erreur. Je ne voulais pas aborder ce point ici, et comme d'habitude je me suis laissé entraîner plus loin que je ne le voulais. Continuons.

Voici quelques extraits de l'histoire du Tibet provenant du site <http://tibetlibre.org>.

« Au cours du XIIIe siècle, l'empire Mongol de Gengis Khan s'étend. Pour éviter de se faire envahir, les dirigeants bouddhistes du Tibet promettent aux Mongols loyauté politique, bénédiction, et enseignement religieux. Les relations qui suivent sont cordiales. Les Mongols n'ont jamais influencé l'administration tibétaine, et n'ont jamais uni le Tibet à la Chine, qui faisait à l'époque partie de leur vaste empire.

Aux XVIe et XVIIe siècles, le Dalai-Lama noue des relations d'enseignement avec certains dignitaires Mandchous. Ce qui permet à quelques empereurs Mandchous d'exercer une certaine influence sur le gouvernement tibétain au XVIIIe siècle, notamment dans les affaires extérieures. Mais le Tibet ne fut jamais annexé à l'empire Mandchou, et conserva un gouvernement majoritairement autonome. Puis, en 1904, les Britanniques envahirent Lhassa durant une courte période, et signèrent la "Convention de Lhassa" avec le gouvernement tibétain. La Chine continua régulièrement à revendiquer sa suzeraineté sur le Tibet, et envahit le pays en 1910. Mais, après la révolution chinoise de 1911, l'armée se rendit aux Tibétains, et le Dalai-Lama affirma de nouveau la complète indépendance du Tibet. De 1911 à 1950, le Tibet mena ses affaires intérieures,

et développa des relations diplomatiques avec les pays voisins, qui le traitèrent de la même façon que n'importe quel autre Etat. »

Voici d'autres extraits provenant d'un autre site qui apporte quelques précisions supplémentaires : <http://www.zonehimalaya.net>

« La révolution chinoise de 1911 a compromis l'autorité des Mandchous à Lhassa. Le XIIIe Dalai-Lama s'empressa de réaffirmer l'indépendance du Tibet et chassa les Chinois hors des frontières.

Les autorités chinoises prétendent que le Tibet fait partie intégrante de la Chine depuis le XIIIe siècle sous la dynastie mongole des Yuan. Cette prétention n'aurait aucun fondement historique. En effet, des tibétologues imminents reconnus mondialement affirment, dans « Le Tibet est-il chinois ? » (2002), que la Chronique des Yuan, un document historique officiel, ne fait nullement figurer le Tibet parmi les possessions chinoises.

Plus récemment, l'éminent historien Ge Jiangxiong, Directeur de l'Institut de géographie historique et du Centre de recherches pour les études d'histoire et de géographie de l'Université Fudan de Shanghai, affirmait dans un article paru dans le China Review Magazine que prétendre que le Tibet a toujours fait partie de la Chine est un mensonge historique. Sous la dynastie Tang, du VIIe au Xe siècle, le plateau Qinghai-Tibet était gouverné de façon indépendante par des monarques Tubo/Tufan, rappelle Ge Jiangxiong.

Ce n'est que sous la dynastie mandchoue des Qing, au cours du XVIIIème siècle, que s'exprima véritablement la prétention impériale à la souveraineté sur le plateau tibétain. Toutefois, en 1912, lors de la création de la République de Chine, l'entité géographique « Chine » (Zongghuo) n'était pas précisément définie sur le plan territorial et se référait tantôt à l'empire Qing, tantôt aux « dix-huit provinces intérieures », excluant la Mandchourie, la Mongolie, le Xinjiang (Turkestan oriental) et le Tibet. (Source : Agende de presse indienne Daily News Agency, février 2007) »

Ce qui est extraordinaire, c'est qu'en réalité alors que le Tibet fut unifié dès le VIIe siècle, la Chine en tant que telle n'existait pas encore en 1912 !

Pour revenir à la fin du paragraphe précédent, comment peut-on imaginer un seul instant que quelqu'un, qui, Washington évidemment, préparerait l'éclatement de la Chine ? Cet argument ne tient pas, car l'impérialisme américain en proie à la plus grave crise économique de son histoire à plus que jamais besoin de la Chine telle qu'elle est aujourd'hui, elle est son principal bailleur de fonds sans lequel l'économie (et la politique) américaine s'écroulerait plongeant l'économie mondiale dans le chaos et peut-être une nouvelle guerre.

L'argument selon lequel Bush viserait la désintégration de la Chine est farfelu, l'impérialisme américain a besoin de la stabilité politique en Chine qui permet aux multinationales américaines d'engranger tranquillement des profits fabuleux. C'est aussi Pékin qui finance la guerre en Irak et en Afghanistan de Bush, et le colossal déficit américain. Maintenant que Bush fasse pression sur Pékin pour obtenir de nouvelles concessions économiques, ce n'est un secret pour personne, mais de là à mettre en péril la poule aux oeufs d'or, l'administration américaine n'a pas les moyens de prendre un tel risque, sauf à vouloir précipiter l'économie mondiale dans le chaos. Les tensions ne sont pas nouvelles entre les deux régimes, ils se retrouvent en concurrence sur tous les marchés de la planète, donc tous les coups sont permis.

Le dalaï-lama, qui, en septembre 2007, avait reçu la médaille d'or du Congrès américain, avait été salué en octobre de la même année comme champion de la démocratie par Angela Merkel...

Et au moment où se déroulent les manifestations à Lhassa, Nancy Pelosi, présidente démocrate du Congrès américain (qui a refusé de voter l'arrêt des crédits de guerre en Irak), va rencontrer « sa sainteté » dans un monastère en Inde. Peu avant, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, l'avait elle aussi salué.

Ce déferlement d'hommages a également trouvé un renfort presque caricatural dans certains secteurs qui se proclament « altermondialistes » ou « anticapitalistes ».

C'est ainsi que dans *Politis*, journal de la gauche alternative, on n'hésite pas à dire du Tibet qu'il constitue la plus grande injustice coloniale avec la Palestine ! Et que *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, en appelle à l'ONU pour assurer le droit à l'autodétermination des Tibétains (2).

Le peuple tibétain ne se réduit pas en la personne du dalaï-lama comme voudrait le faire croire le PT.

Tous les journalistes, observateurs ou commentateurs ont pris soin de rappeler que le dalaï-lama ne réclamait pas l'indépendance du Tibet ni le boycott des JO, qu'il n'était pour rien dans les graves incidents qui ont eu lieu au Tibet ces dernières semaines, il a avoué ne pas contrôler la situation. Alors pourquoi tout ramener absolument au dalaï-lama ? Pour mieux isoler le peuple tibétain, ce que s'efforce de faire le gouvernement chinois. Pourquoi le PT ne relaie pas cette information, pourquoi tronque-t-il à ce point les faits ? Le PT tient-il absolument à apparaître comme le complice de la répression du peuple tibétain par le régime de Pékin ?

Partir des faits

On vient une nouvelle fois de constater de quoi le PT était capable en la matière. Et n'attendez pas un rectificatif de la part de l'auteur de cet article, il va se livrer à plusieurs falsifications et manipulations pour appuyer son propos et justifier la position du PT.

Rétablissons quelques faits.

Toutes les nations se sont constituées en englobant au fur et à mesure de leur développement des composantes diverses. Le Tibet a été associé à la Chine dès le XIIIe siècle (*notre encadré*) et ce n'est que lors de la décomposition de l'empire chinois et dans les conditions créées par l'intervention impérialiste que le Tibet connut une prétendue indépendance, qui en faisait en fait une dépendance de l'impérialisme britannique. C'est tout naturellement que la révolution chinoise de 1949 détruisant le féodalisme, mettant fin à la domination étrangère et entamant la collectivisation des grands moyens de production a englobé le Tibet.

La racine des problèmes actuels ne se trouve pas dans le mépris des traditions religieuses locales (3), mais bien plutôt dans le fait que la couche dirigeante du Parti communiste et de l'Etat chinois a cherché, dans un accord avec le clergé tibétain, après la victoire de la révolution chinoise en 1949, à préserver le système social fondé sur le servage de la grande masse de la paysannerie, qui assurait la domination du haut clergé bouddhiste dans cette région de la Chine. C'est le développement de la révolution agraire, de la collectivisation des terres dans toute la Chine qui a abouti, vers la fin des années 1950, à briser ce compromis.

C'est alors qu'avec l'intervention de la CIA une insurrection se déclencha, qui devait aboutir à l'exil du dalaï-lama en Inde.

Dès la première phrase il part sur une contrevérité, vous pouvez le vérifier immédiatement si vous avez en mémoire ce que vous avez lu plus haut, le Tibet était un Etat, un pays unifié dès le VIIe siècle, alors que la Chine ne l'était pas encore en 1912. Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Ensuite il va plus loin en falsifiant littéralement l'histoire, en prétendant que le Tibet serait une « création » de l'impérialisme, alors qu'à cette occasion, le Tibet fut traité comme un Etat souverain existant à côté de la Chine. Il falsifie l'histoire du Tibet, pour en faire un vassal de l'empire britannique qui sera ensuite dénoncé comme un ennemi de la révolution chinoise, une manipulation nécessaire pour rendre le Tibet encore moins sympathique qu'il n'était déjà en tant qu'Etat théocratique et féodal. Le régime tibétain n'avait pas besoin des conseils de l'impérialisme britannique pour être anticommuniste, donc l'auteur s'est donné de la peine pour rien, il aurait mieux fait de s'en tenir aux faits.

L'explication suivante correspond davantage à la réalité, à ceci près qu'elle est fort incomplète et peut induire en erreur.

Mao n'avait pas les moyens de contrôler un territoire en grande partie désertique et situé en moyenne à 4 000 mètres d'altitude grand comme trois fois la France, très peu peuplé (1,5 million d'habitants à la fin des années 50) et dont les ressources ne présentaient pas un intérêt immédiat, de plus aucune industrie d'intérêt national n'existait à cette époque au Tibet, sur le plan militaire, l'Himalaya constituait une frontière naturelle dissuasive

contre toute tentative d'invasion de grande envergure. Et franchement, Mao avait d'autres soucis plus pressants au sud de la Chine avec la guerre de Corée et ce que l'on appelait à l'époque l'Indochine.

Il faut aussi replacer les événements dans leur contexte.

Il n'existait en 1949 aucun moyen de communication pour se rendre d'un bout à l'autre du Tibet, le périple en passant pas des cols situés à 7 000 mètres d'altitude prenait plusieurs mois dans un sens et autant dans l'autre. De plus les Chinois ne supportaient pas le climat, pas davantage aujourd'hui d'ailleurs, ce qui explique que de nombreux Chinois poussés par les autorités à s'installer au Tibet ne rêvent que d'en repartir un jour, et si le peuple tibétain n'a pas disparu enseveli sous des dizaines de millions de Chinois, c'est en grande partie à cause de la rudesse du climat.

Evidemment, une fois que François Forgeue a refait l'histoire du Tibet en l'intégrant dans la Chine, il n'a plus besoin de justifier ni l'invasion de 1949 ni ses conséquences, qu'elles aient représentées ou non un avantage pour le peuple tibétain, qui se trouvent légitimées par la même occasion. Les maoïstes qui sont de farouches ennemis des trotskistes vont se frotter les mains en lisant ces lignes.

On nous dit que la révolution chinoise a permis de construire des écoles, des hôpitaux, etc., sans que cela constitue un argument décisif, car rien ne dit que le régime tibétain serait resté indéfiniment à l'écart du développement de l'humanité. Nous ne connaissons pas un seul pays aujourd'hui où il n'y a pas d'écoles ou pas d'hôpitaux, certes pas suffisamment. Je ne pense pas non plus qu'un seul tibétain rêve de revenir à l'époque d'arriération dans lequel était le Tibet il y a 60 ans, même les dignitaires tibétains n'y trouveraient pas leur compte. Dans le même ordre d'idées, on nous vante les mérites de l'économie planifiée qui garantirait des droits à la population chinoise dans le domaine de la santé, de l'éducation, etc. mais en France par exemple sous un régime capitaliste, ces droits, certes malmenés, existent également, et je ne suis pas sûr que tous les Chinois sans distinction puissent poursuivre les études qu'ils veulent ou bénéficient des meilleurs traitements existants.

Quant au financement de la guérilla tibétaine (et du dalaï-lama) par la CIA de 1951 à 1972 (d'après l'auteur du livre *Tibet, Tibet*, par P. French, Albin Michel, 2005), il n'a rien d'étonnant, puisque la CIA a financé tous les mouvements, organisations, partis et syndicats anticommunistes à travers le monde dès 1945, dont le syndicat Force ouvrière qui est devenu une place forte du PT, sans que cela dérange le moins du monde son principal dirigeant, Pierre Lambert, sans que l'on n'accuse pour autant les militants de FO ou du PT d'être des agents à la solde de la CIA, sur ce coup, François Forgeue aurait mieux fait de se taire. Généralement, quand on en arrive à employer ce genre d'argument sans citer ses sources, c'est que l'on est quelque part de mauvaise foi ou que l'on ne sait pas trop de quoi l'on parle.

Pour ce qui est du régime féodal au Tibet et du régime chinois, j'y reviendrai à la fin, ne croyez pas que je vais fuir cette discussion, au contraire, car elle ouvre une perspective commune aux deux peuples à la fois contre l'impérialisme et contre la bureaucratie totalitaire chinoise.

Où est l'avenir

Les problèmes réels des minorités nationales linguistiques ne peuvent être résolus positivement que par le moyen de la démocratie. La bureaucratie dirigeante en Chine, qui s'arroe le monopole du pouvoir politique et qui, pour maintenir ses privilèges, refuse toute expression indépendante à la classe ouvrière, est bien incapable de le faire. En tirer la conclusion, comme le font certains, que l'avenir des Tibétains est dans le retour à un féodalisme théocratique et dans l'éclatement de la Chine, c'est considérer qu'il n'y a d'avenir pour les peuples — et donc pour le peuple chinois — que dans la soumission à l'impérialisme.

Pour défendre aujourd'hui tout ce qui demeure des conquêtes de la révolution chinoise — et tout d'abord la propriété d'Etat des grands moyens de production, l'unité du pays —, la classe ouvrière chinoise tout entière a plus que jamais besoin de démocratie.

Et cela vaut pour la composante tibétaine comme pour toutes les autres.

FRANÇOIS FORGUE

L'auteur ravale systématiquement le peuple tibétain à une « *minorité* » parce qu'il est incapable de penser autrement que les autorités chinoises qui considèrent à tort le Tibet comme partie intégrante du territoire chinois.

En réalité, les Tibétains seraient 7,4 millions, répartis sur un espace grand comme trois fois la France (en incluant le Kham et l'Amdo au Xizang qui forme la Région autonome du Tibet [RAT].), et par le biais de la politique de colonisation qui s'est accélérée lors des dernières décennies, au Tibet le nombre de Chinois dépasse désormais celui des Tibétains. C'est uniquement à partir de cette situation que le gouvernement chinois (et le PT) peut prétendre que les Tibétains sont une « *minorité* » ethnique ou linguistique. C'est un peuple en voie d'assimilation pour ne pas dire en voie de disparition. Ce qui arrive au peuple tibétain, c'est exactement ce qui est arrivé au peuple indien d'Amérique du Nord que certains n'hésiteront pas à justifier au nom du passage du servage au capitalisme.

Décidément F. Forgue n'est pas capable d'aller au bout d'une analyse. Il dit que la bureaucratie dirigeante en Chine s'arroge le « *monopole du pouvoir politique* », pas seulement, le pouvoir économique aussi, non ? Sinon qui ? Etrange lacune que l'on s'empresse de combler.

Avant, je me demande si le même procédé n'avait pas été utilisé pour soutenir jusqu'au bout l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS, faisant croire à qui voulait bien l'entendre que sous une dictature de fer une révolution politique serait possible ? Eh oui camarades, cette question revient fatalement sur le tapis, on la croyait enterrée avec la disparition de l'URSS, mais il reste la Chine, plusieurs pays d'Asie du Sud-est et Cuba où les capitalistes avaient été expropriés.

J'avais abordé timidement cette question sans trancher vraiment ou en hésitant à me prononcer définitivement, mais là, je pense avoir matière à avancer avec la question tibétaine, on va tordre le coup au passage au dogmatisme qui est tout juste capable de se raccrocher à des références théoriques inscrites dans le marbre pour l'éternité, sans tenir compte du cours de la lutte des classes.

Il nous reste trois points à aborder :

1- dire un mot sur la médiatisation des actions de Reporter sans frontière qui soutient Bush ;

2- comparer la situation d'un ouvrier russe et français avant 1991 ou celle d'un ouvrier chinois avec un ouvrier français en 2008 ;

3- proposer une perspective politique pour les peuples tibétain et chinois.

1- Que le dalaï-lama incarne le servage, j'en doute fortement bien qu'il se garde bien de s'exprimer sur ce sujet. Qu'il soit le représentant de la noblesse tibétaine déchue de ses titres (et propriétés) par le régime chinois et de la caste monastique qui dirigeait le Tibet avant 1949, c'est déjà plus plausible. A ma connaissance, il ne réclame pas l'indépendance du Tibet, donc il ne parle pas non plus d'abolir la propriété collective en voie de disparition, si tel était le cas, ce ne serait pas forcément une régression sociale comme je l'explique dans le passage suivant. Qu'il n'incarne pas le socialisme n'est pas une révélation. Par contre, aux yeux des Tibétains il incarne à tort ou à raison les aspirations du peuple Tibet à l'indépendance et à une vie meilleure, personne ne peut nier que le niveau de conscience politique des Tibétains ne va pas plus loin, que cela nous plaise ou non, il faut faire avec. Je répète ici que l'autorité du dalaï-lama et son gouvernement en exil en Inde est de plus en plus contestée par les Tibétains qui ne forment pas une classe unique.

Par contre, la bruyante propagande de Reporter sans frontière relayée complaisamment par les médias s'apparente à un soutien à Washington. Sachant que cette association n'a de cesse d'attaquer tous les régimes dénoncés par G. Bush comme des ennemis des Etats-Unis (Cuba, le Venezuela, l'Iran, etc.), elle agit ouvertement en toute impunité là où l'administration américaine ne peut pas intervenir à visage découvert, sous prétexte bien sûr de défendre la démocratie que l'impérialisme américain est le premier à bafouer aux Etats-Unis et dans tous les pays où il intervient militairement.

Il ne faut donc pas confondre le rôle que joue actuellement le dalaï-lama avec celui de Reporter sans frontière, même si en apparence ils tiennent sur le fond le même discours, l'action de cette association comme beaucoup de gouvernements, de partis ou d'organisations qui défendent les mêmes positions, n'a pour objet que de récupérer le mouvement tibétain au profit de Bush.

2- Quand on se pose la question de la nature sociale de l'Etat, Etat bourgeois ou Etat ouvrier, il faut se poser une autre question qui comporte deux volets : qui a pris le pouvoir et comment ? Et qui détient véritablement le pouvoir, comment, et qui en profite ?

Dans le cas d'un Etat bourgeois, dans certains pays la bourgeoisie est parvenue au pouvoir au terme d'une révolution abolissant la monarchie, alors que dans d'autres pays la noblesse s'est transformée en bourgeoisie au terme d'un processus moins violent qu'une révolution (parfois même maintenant la monarchie déchu de ses pouvoirs), ce qui a été rendu possible essentiellement parce qu'il s'agissait de perpétuer un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, pour être bref. Il va de soi qu'un tel processus est inenvisageable dès lors qu'il s'agit d'abolir les rapports sociaux d'exploitation basés sur la propriété privée des moyens de production, une révolution violente est inévitable car les représentants politiques au service des exploités organisent la guerre civile pour préserver le régime en place et les privilèges des classes dominantes qui reposent sur les rapports sociaux établis.

Dans le cas d'un Etat ouvrier, dans certains pays le prolétariat est parvenu au pouvoir au terme d'une révolution qu'il a dirigé, par exemple en Russie en 1917, alors que dans d'autres pays, par exemple la Chine ou Cuba, il ne l'a jamais dirigée, l'abolition de la propriété privée des moyens de production a été réalisée dès le départ au profit d'une caste bureaucratique parasitaire et d'un parti unique, qui sans avoir exactement la même nature sociale que la bourgeoisie a rempli le même rôle, la situation du prolétariat demeurant sensiblement la même sur le plan social et économique, réduit à survivre.

Ceux qui prétendent qu'il y aurait eu un avantage à conserver les Etats ouvriers même dégénérés s'appuient sur l'argument selon lequel l'expropriation des capitalistes auraient été un pas en avant vers le socialisme par rapport à la situation antérieure, en théorie seulement, car dans la réalité, en concentrant tout le pouvoir politique et économique entre les mains d'une seule et même caste, le nouveau régime a débouché sur une dictature implacable bien pire qu'une démocratie bourgeoise, puisque interdisant toutes formes de liberté d'expression, sans que les conditions d'existence du prolétariat et de la paysannerie soient meilleures que celles existant dans les pays sous régime capitaliste.

D'une certaine manière, on peut affirmer que l'hypothèse formulée par Trotsky dans *Défense du marxisme* de la transformation de la bureaucratie en une nouvelle classe sociale imposant un régime bureaucratique totalitaire, s'est effectivement réalisée en Russie et en Chine notamment, pas exactement dans les termes où il l'avait prévu, ce qui a pu induire en erreur ceux qui n'étaient pas capables d'imaginer que le cours des événements ne suivrait pas automatiquement le schéma tracé par Trotsky, qui d'ailleurs ne s'était pas aventuré à pronostiquer de quelle manière (sous quelle forme) ce processus pourrait parvenir à son terme ni s'il demeurerait en état ou se décomposerait à son tour...

Ceux qui défendent l'existence des Etats ouvriers dégénérés prétendent que la caste bureaucratie n'a pas pu se transformer en une classe sociale parce que les rapports sociaux étaient demeurés inchangés, ignorant superbement que cette caste jouait le même rôle que la bourgeoisie pour son propre compte, que le prolétariat était exploité de la même manière, même si la bureaucratie ne bénéficiait pas de titres de propriété et de droits de succession sur les biens dont elle disposait, les Etats ouvriers totalement vidés de leur substance étaient devenus des Etats exploités au même titre que les Etats bourgeois. C'est tellement vrai que la transformation de la propriété collective des moyens de production en Russie en propriété privée s'est déroulée relativement tranquillement, sans crise révolutionnaire, sans une mobilisation massive du prolétariat et de la paysannerie pour s'y opposer, tant le passage de l'un à l'autre ne constituait pas un changement radical dans le mode de vie de la population soumise à l'injustice et aux inégalités, livrée souvent à l'indigence et en proie aux privations de toutes sortes depuis plus de 60 ans. Si vous voulez que je vous dise qu'un ouvrier vivait mieux en France qu'en Russie, je l'affirme puisque c'était la vérité, et ça l'est en plus accentué encore si on le compare aujourd'hui avec un ouvrier chinois.

Ce que je retiens, ce ne sont pas les beaux discours sur une hypothétique révolution politique dans les pays où le capitalisme a été exproprié et qui n'a jamais eu lieu, qui ne pouvait pas avoir lieu dès lors que la bureaucratie détenait tout le pouvoir et réprimait avec une main de fer toute forme d'opposition naissante, l'histoire a tranché cette question, non, ce que je retiens c'est que plusieurs générations d'ouvriers et de paysans ont vécu une vie de misère tout au long de leur existence sans pouvoir se rebeller contre leur condition, pour finalement être livrés à l'impérialisme totalement désarmés face à un pouvoir totalitaire, on pourrait dire que le pouvoir en place n'a pas changé qu'il a juste changé de masque, les staliniens s'affichant désormais ouvertement comme des capitalistes, pour un rouble symbolique !

Ces générations d'ouvriers et de paysans ont été sacrifiées sans disposer des moyens dont disposait le prolétariat des pays soumis au capitalisme pour résister et s'organiser contre l'exploitation et l'oppression. Dès lors peut-on parler de progrès ? Dites-moi quels avantages ces ouvriers ou ces paysans avaient-ils à préserver un Etat qui les réduisait en esclavage, car lorsqu'on ne peut même pas faire entendre sa voix sans risquer de se faire arrêter, torturer, puis enfermer dans des camps ou pire encore, c'est bien d'esclavage dont il s'agit ?

Nous avons été victimes d'une formidable mystification de la part de ceux qui n'ont pas été capables d'interpréter correctement les enseignements de Trotsky, c'est la conclusion à laquelle je suis arrivée.

Le déroulement de l'histoire a prouvé que le prolétariat n'avait rien à attendre de la part d'un Etat qui n'avait d'ouvrier que le nom, à partir du moment où une caste bureaucratique totalitaire concentrait tous les pouvoirs. En retardant la restauration du capitalisme, nous avons participé à perpétuer cet état de fait.

Loin de moi l'idée de souhaiter la restauration du capitalisme en Russie ou en Chine, cependant il faudrait peut-être un jour avoir l'audace et le courage de regarder les choses en face et de se poser certaines questions.

Etant donné qu'une révolution politique était impossible dans ces pays-là, perpétuer le régime en place, c'était condamné ces peuples à vivre pendant encore de longues années dans des conditions effroyables. Je sais que peu de militants y pensent, c'est la raison pour laquelle je le souligne. On nous dit encore que le prolétariat des autres pays identifiait l'URSS et la Chine au communisme et qu'ils constituaient, bien que de façon déformée, des bastions de la révolution mondiale contre l'impérialisme. Vous parlez d'une référence, décrié quotidiennement par les médias du monde entier au détour de témoignages et de révélations fracassantes sur le terrible sort que vivaient ces peuples. J'aurais plutôt tendance à penser que les capitalistes n'auraient pas pu imaginer un meilleur moyen pour détourner le prolétariat du socialisme. La survivance de cette bureaucratie pendant plus d'un demi siècle a été la pire catastrophe pour le prolétariat mondiale depuis la seconde guerre mondiale, car au lieu de servir sa cause, l'existence prolongée de ces Etats ouvriers dégénérés a conduit à la décomposition du mouvement ouvrier, aboutissant à ce que les militants et les travailleurs identifient le stalinisme (et le maoïsme) au communisme, pour finalement accepter l'idée que le capitalisme serait le meilleur et le seul modèle économique possible, celui du communisme ayant lamentablement échoué.

Quand on essaie de mesurer les choses à leur juste valeur, on en arrive fatalement à la conclusion qu'il aurait mieux valu que le capitalisme soit rétabli plus tôt dans ces pays-là, compte tenu d'un facteur que l'on a sous-estimé, la lutte des classes à l'échelle mondiale que l'impérialisme ne pourra jamais museler totalement, l'histoire de la lutte des classes qui demeure ancrée dans les institutions et la vie politique de chaque pays, qui impose aux dirigeants de ces pays d'instaurer une démocratie bourgeoise lors de la restauration du capitalisme et qui fournit par la même occasion au prolétariat et sa jeunesse la possibilité de pouvoir s'exprimer et s'organiser librement en syndicats et partis politiques indépendants de l'Etat et des classes dominantes, ce qui ne veut pas dire que ce processus aille de soi évidemment ou que l'oppression aurait disparu, permettant ainsi aux exploités d'entrevoir à nouveau une issue sociale et politique à leur situation et de se lancer à l'assaut du pouvoir, ce qui leur était totalement interdit auparavant.

Le développement de la situation en Russie depuis 1991 confirme amplement cette analyse, et le cours actuel de la Chine devrait la confirmer dans les années à venir, compte tenu que ces deux pays ne remplissent pas le même rôle au sein du capitalisme mondial et que l'instauration de l'économie planifiée n'a pas suivi le même schéma, on pourrait ajouter sur le plan géographique la distance qui sépare la Chine de l'Europe et des Etats-Unis et l'existence de son marché intérieur gigantesque qui freine ce processus. C'est la crise du capitalisme mondial qui va servir d'accélérateur à l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale et qui permettra dans la foulée au prolétariat chinois de passer à l'offensive contre le régime en place, grâce aux concessions qu'il aura été contraint de lui accorder. Cela me permet de faire le lien avec le dernier point.

3- Nous ne sommes pas indifférents à la manière dont ces concessions lui seront accordées, ni aux moyens qu'il mettra en œuvre pour en arracher d'autres.

Les peuples chinois et tibétain ont les mêmes intérêts. Il n'ont pas intérêt à rétablir la propriété privée là où elle a été expropriée, par contre ils doivent rétablir la propriété collective là où elle a disparu ces dernières années, à condition qu'ils en assurent le contrôle, donc ils doivent réaliser une révolution sociale et une révolution politique, exproprier les capitalistes et chasser la bureaucratie parasitaire qui tyrannise les peuples sur le territoire chinois. Nous ne pouvons ignorer que la restauration du capitalisme en Chine se réalise à marche forcée depuis une quinzaine d'années au moins et qu'elle est inéluctable jusqu'à preuve du contraire, pour ne

pas dire un fait accompli. Il faut donc partir de cette situation pour définir de quelle manière le prolétariat chinois pourra s'organiser contre le régime et l'aide que l'on pourra lui apporter.

Maintenant si le peuple chinois n'est pas capable de se soulever pour en finir avec la clique usurpatrice qui est au pouvoir, ce qui semble bien être le cas, il n'y a que des illuminés pour avancer le contraire, le peuple tibétain est en droit d'exiger son indépendance en respectant les conditions que j'ai énumérées dans le paragraphe précédent, bien que je sache pertinemment qu'il est incapable de les remplir, à moins de lui attribuer une conscience politique qu'il n'a pas.

Cela étant dit et sans revenir sur l'histoire du Tibet, la question essentielle est la suivante à mon avis : tous les peuples ont-ils oui ou non le droit à l'autodétermination, surtout à partir du moment où ils sont persécutés et menacés de disparition par une assimilation forcée ?

L'éclatement d'un pays est toujours une question grave, mais elle ne se présente pas toujours dans les mêmes conditions, il faut prendre en compte tous les facteurs et essayer de déterminer ceux ou celui qui est déterminant sur tous les autres, pour adopter une position qui corresponde réellement aux intérêts du peuple tibétain.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le régime chinois ne se dirige pas vers le socialisme mais qu'il s'en écarte à grande vitesse sans jamais l'avoir appliqué. La nature sociale de l'Etat chinois, je l'ai décrite plus haut, un mélange d'économie capitaliste teintée d'économie planifiée qui ne profite qu'à la bureaucratie totalitaire au pouvoir, le peuple vivant sous une dictature. Jusqu'à quand le prolétariat supportera-t-il les flatteries lancées à son adresse par les dignitaires chinois en échange de sa soumission au régime ? Personne ne peut le dire, en tout cas, toute mobilisation contre le régime ne peut que l'affaiblir et profiter à l'avant-garde révolutionnaire qui tente de s'organiser.

Ajoutons qu'attribuer les JO à la Chine était de toute évidence une provocation de la part du comité olympique sans doute piloté par des atlantistes proches des néoconservateurs américains, décision qui tourne au cauchemar pour tous les gouvernements qui doivent gérer au mieux leurs relations avec les autorités chinoises, sans apparaître comme des fossoyeurs de la démocratie dont ils se réclament.

Si le gouvernement chinois se donne autant de mal pour censurer toute image sur les émeutes qui se sont déroulées au Tibet et les manifestations de soutien à travers le monde qui les ont accompagnées, c'est pour isoler les Tibétains, mais c'est avant tout pour éviter que le peuple chinois ne prenne exemple sur eux et se sentent pousser des ailes pour se révolter à son tour, c'est cela que craint le plus le gouvernement. Il peut gérer 7,4 millions de Tibétains éparpillés sur un territoire immense grand comme trois fois la France (le Kham, l'Amdo et l'U-Tsang, c'est ce dernier qui est dénommé par Pékin Région tibétaine autonome, les deux premiers étant considérés comme des provinces de la République populaire chinoise.), mais il aurait des problèmes avec plus d'un milliard de chinois proprement dits ! Il faut tout ramener à sa dimension réelle.

Que ce soit dans le cadre d'un seul pays, la Chine, ou de deux pays distincts, la Chine et le Tibet, les prolétariats chinois et tibétain doivent lutter pour prendre le pouvoir et avancer sur la voie du socialisme, on est obligé de dire le véritable socialisme. A l'étape actuelle, ce combat se traduit concrètement par la reconnaissance de la liberté d'expression et d'organisation, sans laquelle il leur sera impossible d'avancer vers cet objectif.

Si cette étape doit passer à terme et provisoirement par l'établissement d'une démocratie bourgeoise en Chine et au Tibet puisque la liberté d'expression est incompatible avec un régime bureaucratique totalitaire, l'histoire de l'URSS l'a prouvé durant les années 30 à 1991, aussi douloureux que puisse être ce constat pour les défenseurs inconditionnelles d'un Etat ouvrier dégénéré, on pourra dire que la lutte des classes est aussi faite d'accidents de parcours, qu'elle est bien imparfaite ou capricieuse, qu'elle ne correspond pas toujours aux expériences que l'on avait théorisées, qu'elle emprunte parfois des détours imprévus, qu'elle nous a fait perdre un temps précieux et que l'humanité demeure encore bien loin de son émancipation, etc., à quoi bon se lamenter, l'essentiel demeure que le prolétariat ait les moyens politiques de repartir à l'offensive, nous ne sommes pas comptables des aléas du capitalisme mondial. Quand à ceux qui décideraient de continuer d'idéaliser les conditions d'existence du prolétariat en Chine ou qui cultiveraient le culte de la collectivisation des moyens de production en Chine (notamment) sans se poser davantage de questions, qu'ils aillent y vivre et travailler pendant quelques années après on en reparlera, nous les laissons à leurs fantasmes, ils peuvent nous traiter de révisionnistes, de traîtres, d'ennemis de la révolution, etc., cela ne constituera jamais un argument infirmant ce qui vient d'être exposé ici.

La discussion reste ouverte bien entendu, chacun est libre de penser ce qu'il veut.

(1) Au Tibet cohabitent des Tibétains avec leurs propres langue et culture, et des Chinois, en majorité Han, qui se sont installés au Tibet après 1950.

J'ai déjà expliqué ce qu'il en était vraiment de « *l'installation* » des Chinois au Tibet. Pourquoi pas avant 1950 puisque c'était soi-disant un seul et même pays ?

(2) Dans un second communiqué, la LCR regrette : « *La réaction des différents gouvernements, à l'image de celle de Nicolas Sarkozy, est d'une grande timidité, en se bornant à demander au gouvernement chinois "davantage de retenue".* »

Que la LCR s'étonne du comportement de Sarkozy sur la question tibétaine n'a rien de surprenant, cela vaut le PT qui n'arrête pas de répéter à longueur de temps « *comment comprendre* » ou « *comment est-ce possible* » !

(3) Une remarque à ce sujet : le gouvernement chinois a été maintes fois accusé de piétiner les traditions religieuses au Tibet ; il apparaît toutefois que les monastères y ont été préservés et qu'ils continuent à rassembler en nombre considérable des moines « *bénéficiant de la charité publique* », et donc de la tolérance du pouvoir.

Faux, des milliers d'édifices religieux ont été détruits ou gravement endommagés, là encore les preuves existent. Comme les autorités chinoises n'ont pas pu briser la résistance des moines qui constituent la pointe avancée de la contestation au Tibet, malgré la répression, les tortures et les assassinats, ils ont bien été obligés de composer avec eux et de rétablir certains droits dont ils disposaient jusqu'en 1959. De là à parler de « *tolérance* », c'est encore une fois vouloir faire passer le régime chinois pour ce qu'il n'est pas.

Vous pouvez comparer les éléments fournis ci-dessous par *Informations ouvrières* avec ceux que vous avez lu plus haut.

REPÈRES

- D'après les statistiques officielles chinoises, le nombre de Tibétains est d'environ 5,2 millions, dont 2,5 millions se trouvent dans la région autonome du Tibet (capitale Lhassa), le reste étant réparti dans les provinces du Qinghai, du Gansu et du Sichuan. Les Tibétains sont une minorité nationale ayant une langue et une culture propres.
- La superficie de la région autonome est de 1 221 000 km².
- Le Tibet a existé comme un régime théocratique dans lequel l'écrasante majorité de la paysannerie était placée dans une situation de servage.
- Dès le XIII^e siècle, il a été associé à la Chine.
- En 1720, il est devenu un protectorat de l'empire chinois, mais ses structures particulières ont été préservées.
- En 1904, les forces militaires sous direction britannique firent du Tibet une dépendance de l'impérialisme anglais.
- En octobre 1950, le Tibet est intégré (au moment de la guerre de Corée) à la République populaire de Chine, mais le système féodal sera maintenu jusqu'en 1959.

